

présentes dans les zones couvertes par les bases de soutien⁵. Une structure analogue, le système de soutien logistique et médical du Commandement allié en Europe centrale (abordée en détail au chapitre VI), qui était censée fournir un réseau de soutien complet aux Forces canadiennes en Europe, a été annulée à cause des coupures budgétaires. Les Forces canadiennes en Europe continueront de compter essentiellement sur les réseaux de soutien des alliés qui, sans aucun doute, s'occuperont d'abord de leurs propres forces en cas de guerre.

Le soutien du combat comporte deux aspects. Premièrement, la fourniture d'effectifs entraînés pour remplacer les pertes humaines. Deuxièmement, la fourniture de biens de consommation (nourriture, munitions, carburant) et d'équipement pour remplacer ceux qui ont été usés, détruits ou endommagés. Il faut des réserves de personnel et de matériel pour subsister jusqu'à ce que l'industrie puisse modifier sa production en vue de répondre aux besoins militaires du temps de guerre. Cependant, l'acquisition d'importants stocks de munitions et de matériel est onéreuse. Bien qu'il en coûte moins de former et d'entretenir le personnel de la Réserve que celui des Forces régulières, le coût de l'équipement est le même pour les deux forces. Par conséquent, l'OTAN a conçu un critère de durée du soutien du combat pour la plupart des stocks : trente jours à partir du début des hostilités. Ce critère représente ce que l'OTAN considère comme étant réalisable et non ce qui pourrait être nécessaire.

Le Canada a adopté le critère des trente jours pour le soutien du combat de ses propres troupes. D'après les calculs effectués dans le cadre du Plan d'expansion de la Réserve, il faut près de 90 000 militaires et un total de 180 000 membres des Forces régulières et de la Réserve pour soutenir les Forces canadiennes dans ses engagements prévus, pendant une période de trente jours. Cela suppose que, pour une raison quelconque, 7 à 8 p. 100 des troupes ne seront pas disponibles à la mobilisation. Il faut y ajouter les cadres affectés à la formation des nouvelles recrues pour reconstituer les unités si la guerre dure plus de trente jours.(21:23) Des analyses indépendantes concordent avec ces chiffres.(22:10)

Suite aux réductions budgétaires, les Forces canadiennes n'atteindront pas les niveaux de personnel prévus dans la planification du Livre blanc. On ignore encore le nombre exact de postes à pourvoir; mais les trois brigades en état d'alerte permanente ne feront plus partie de l'armée. Par contre, les trois groupes-brigades qui seront basées au Canada et qui n'auront pas d'engagement en Europe s'occuperont à la fois de la défense du Canada et des fonctions d'alerte. Cela représente une réduction considérable par rapport aux prévisions en matière de maintien des effectifs de l'armée. Actuellement, les réserves de matériel ne suffiraient pas pour soutenir un conflit de trente jours, et les stocks existants sont souvent situés aux mauvais endroits. Le matériel coûteux tels que les chars de combat sont en nombre très insuffisant. Une amélioration sensible de la situation n'est pas prévue au cours des prochaines années. Raison de plus pour souligner la nécessité de réévaluer la structure actuelle des forces terrestres.

⁵ MGén. W.E.R. Little, «Field Army Logistics Support: Closing the Commitment-Capability Gap», dans *Canada's New Field Army*, édité par Thomas St Denis, (Ottawa : Conference of Defence Associations, 1989), pp. 24-25.